

[Text]

debate about the nature and purposes of higher education in Canada and that the one institution in our society that is supposed to lead the rest of the country in social criticism has become the most conservative, the most fearful of change, the most self-satisfied and the most insular.

We recently wrote a short polemic, with Professor J.L. Granatstein of York University, entitled *The Great Brain Robbery: Canada's Universities on the Road to Ruin*. It was, as is obvious from the title, designed to be noticed; and noticed it was. There were howls of protest about the book from almost every higher education constituency in Canada. Some former university presidents, those who had built the system, were outraged that someone could look upon their work and not find it good. Present administrators, whose life largely consists of scrambling for dollars, not unnaturally thought that our book increased the already desperate odds against them. Faculty unions, displeased that someone should question the value the public receives from their members, unleashed a barrage of largely imaginary but highly abusive accusations against what was felicitously styled "The enemy within". And student leaders, elected by a miniscule constituency among a student body that regards student politics with apathetic resignation, reacted with indignation to the idea that someone should question whether some of their members actually belong in a university. Granatstein, Bothwell and Bercuson had committed the cardinal sin against those—the great majority, it seems—whose allegiance is not to higher education or higher learning, but to the institutions of higher education as they have evolved in Canada over the last 20 years or so.

The Great Brain Robbery directly addressed the main question being examined by this committee today—financing for higher education in Canada. The major premise of the book is that although there are money problems afflicting Canadian universities—problems which are, in part, not of their making and which they are powerless to solve—many other problems are of their making and won't be solved by throwing money at them. We took it as given that there are serious things wrong with higher education in Canada; but we then argued that many of them can and should be fixed without the need for more money, more administrators, more professors, or even more students. Instead we suggested that academics, both professors and administrators, have to start working to solve those problems and that once we, who work in the universities,

[Traduction]

devraient reposer ces institutions idéales, sont boîteuses et inadéquates. Notre expérience nous a amenés à conclure qu'il y a aujourd'hui de sérieuses lacunes dans notre système d'enseignement supérieur qui l'empêchent, à notre avis, de remplir son rôle fondamental. Bien sûr, l'arrogance qui caractérise le milieu universitaire, de même que la présence forcément croissante d'intervenants qui se réclament de droits acquis, ne favorisent pas la remise en question de la nature et des buts de l'enseignement supérieur au Canada. Malheureusement, force nous est de constater que cette institution, qui normalement devrait plutôt être à l'avant-garde de la critique de notre société, est maintenant celle qui est la plus conservatrice, la plus réfractaire au changement, la plus suffisante et la plus refermée sur elle-même.

Nous avons récemment rédigé une brève critique, en collaboration avec le professeur J. L. Granatstein de l'Université York, intitulé *The Great Brain Robbery: Canada's Universities on the Road to Ruin* (L'immense exode des cerveaux: les Universités canadiennes vont à la ruine). Avec un tel titre, nous étions certains de susciter une réaction; et celle-ci n'a pas tardé. Notre livre a provoqué un torrent de protestations de presque tous les milieux de l'enseignement supérieur au Canada. D'anciens recteurs d'universités, ceux-là même qui avaient jeté les bases du réseau universitaire, ont été insultés de voir ainsi des collègues oser critiquer leur œuvre plutôt que de les en féliciter. Bien des administrateurs actuellement en poste, qui consacrent une grande partie de leur vie à se battre pour des subventions, craignaient fort naturellement que notre livre ne vienne compliquer leur tâche déjà difficile. Les syndicats de professeurs, mécontents de voir leur image ainsi détruite, déchaînèrent une pluie d'accusations, en grande partie non fondées et hautement exagérées contre nous; après tout, nous n'étions pour eux que des ennemis dans leurs rangs. Des leaders étudiants, à la tête d'un groupuscule parmi une population étudiante qui ne réagit qu'avec apathie et résignation devant la façon dont sont régies les affaires qui les concernent, s'indignaient de voir certains s'interroger sur le droit de quelques-uns de leurs membres d'être considérés comme vraiment inscrits à une université. Granatstein, Bothwell et Bercuson avaient commis une faute grave envers eux—la grande majorité, semble-t-il—qui se sont jurés de demeurer fidèles non pas à l'enseignement supérieur ou au haut savoir, mais aux institutions d'enseignement supérieur, telles qu'elles ont évoluées au Canada au cours des vingt dernières années.

The Great Brain Robbery a justement abordé la question sur laquelle doit se pencher votre comité aujourd'hui: le financement de l'enseignement supérieur au Canada. Le principal argument de notre ouvrage était le suivant: un fait demeure, les universités canadiennes font face à des problèmes financiers dont, en partie, elles ne sont pas responsables et qu'elles sont impuissantes à régler. Mais bon nombre d'entre eux auraient pu être évités et ce n'est pas en gavant les universités qu'on les règlera. Nous tenions pour acquis que le système d'enseignement supérieur au Canada comporte bien des failles graves; nous soutenions par ailleurs qu'un grand nombre d'entre elles pourraient être comblées sans injection de fonds publics et sans augmenter le nombre d'administrateurs, de professeurs ou même d'étudiants. Au lieu de cela, nous prétendions que les